

Unité Interdépartementale 39-71
Antenne de Lons-le-Saunier
4 rue du Curé Marion
39000 Lons-Le-Saunier

Le 31 juillet 2025.

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 24/04/2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

CAR EL MA SAS (Grand Crétêt)

120 route des Buclets
39400 Morbier

Références : LB/VV/2025/L_260
Code AIOT : 0005901718

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 24/04/2025 dans l'établissement CAR EL MA SAS (Grand Crétêt) implanté Grand Crétêt 39220 Les Rousses. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite d'inspection réalisée le 24 avril 2025 a pour objectif de vérifier le respect des prescriptions de l'arrêté préfectoral de mise en demeure n°AP-2024-08-DREAL du 2 février 2024 (notifié le 12/02/2024 par courrier en recommandé avec avis de réception).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- CAR EL MA SAS (Grand Crétêt)
- Grand Crétêt 39220 Les Rousses
- Code AIOT : 0005901718
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société CAR EL MA est autorisée à exploiter le site de la carrière des Rousses depuis le 19 mai 2014 pour une durée de 11 ans (AP n°AP-2014-13-DREAL du 19 mai 2014). Par arrêté préfectoral complémentaire n°AP-2020-25-DREAL du 9 juin 2020, la société CAR EL MA est autorisée à créer une activité de recyclage de déchets bitumineux et modifier le volume de déchets inertes utilisés pour la remise en état d'une carrière à ciel ouvert de roches calcaires massives sur la commune de LES ROUSSES.

L'arrêté préfectoral complémentaire n°AP-2024-32-DREAL du 18 juin 2024 prolonge de deux années l'autorisation.

Contexte de l'inspection :

- Suite à mise en demeure

Thèmes de l'inspection :

- Déchets

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;

- ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	apport déchets inertes : contrôles sur site	AP Complémentaire du 09/06/2020, article 29.1.5	Avec suites, Mise en demeure, respect de prescription	Demande de justificatif à l'exploitant, Astreinte	1 mois
2	apport déchets inertes : procédure d'acceptation préalable	AP Complémentaire du 09/06/2020, article 29.1.4	Avec suites, Mise en demeure, respect de prescription	Demande de justificatif à l'exploitant, Astreinte	1 mois
3	apport de déchets inertes: accusé d'acceptation	AP Complémentaire du 09/06/2020, article 29.1.6	Avec suites, Mise en demeure, respect de prescription	Demande de justificatif à l'exploitant, Astreinte	1 mois
4	apport de déchets inertes: registre des déchets entrants	Arrêté Ministériel du 31/05/2021, article 1er	Avec suites, Mise en demeure, respect de prescription	Demande de justificatif à l'exploitant, Astreinte	1 mois
5	apport de déchets inertes: TTD	Règlement européen du 14/06/2006, article 3	Susceptible de suites	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
6	apport déchets inertes: plan topographique	AP Complémentaire du 09/06/2020, article 29.2.4	Avec suites, Mise en demeure, respect de prescription	Demande de justificatif à l'exploitant, Astreinte	1 mois
8	registre déchets sortants	Arrêté Ministériel du 31/05/2021, article 2	Susceptible de suites	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	1 mois
9	apport déchets inertes: procédure déchargement	Arrêté Préfectoral du 19/05/2014, article 1	/	Demande d'action corrective	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
7	Stockage refus de tri lieu déchargement DI	AP Complémentaire du 09/06/2020, article 28bis.2.4	Susceptible de suites	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Aucun des 5 points de l'article 1 de l'arrêté de mise en demeure n'est respecté (transmission du registre d'admission des déchets inertes complété, des documents d'acceptation préalables de 2024, des accusés d'acceptation délivrés en 2024, du plan topographique mis à jour et de l'intégration du résultat du contrôle visuel et de la vérification des documents d'accompagnement). L'arrêté préfectoral de mise en demeure du 2 février 2024 n'étant pas respecté, l'inspection des installations classées propose au préfet du Jura des suites administratives, en l'occurrence une astreinte administrative journalière.

Par ailleurs, un transfert transfrontalier de déchets (TTD) a été constaté le jour de la visite, or l'exploitant n'a présenté aucun document de notification pour ce transfert: l'exploitant est tenu de respecter les dispositions du règlement (CE) n° 1013/2006 du Parlement européen et du Conseil du 14 juin 2006 concernant les transferts de déchets.

Pour rappel, en cas de non respect du règlement, il peut être fait application des sanctions administratives spécifiques aux TTD, précisées aux articles L.541-40 à L.541-42-3 .

2-4) Fiches de constats

N° 1 : apport déchets inertes : contrôles sur site

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 09/06/2020, article 291.5
Thème(s) : Risques chroniques, Déchets
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none">• lors de la visite d'inspection du 26/10/2023• type de suites qui avaient été actées : Avec suites• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Mise en demeure, respect de prescription• date d'échéance qui a été retenue : 12/06/2024
Prescription contrôlée : <p>Art. 291.5 de l'APC du 09/06/2020 :</p> <p>Avant d'être admis, tout chargement de déchets fait l'objet d'une vérification des documents d'accompagnement par l'exploitant de l'installation.</p> <p>Un contrôle visuel des déchets est réalisé par l'exploitant à l'entrée de l'installation lors du déchargement du camion afin de vérifier l'absence de déchet non autorisé.</p>

Alinéa 3 de l'article 1 de l'APMD n°AP-2024-08-DREAL du 2 février 2024 (notifié le 12/02/2024 par courrier en recommandé avec avis de réception):

- **dans un délai de 4 mois à compter de la notification du présent arrêté**, les dispositions prévues à l'article 29.1.5 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 9 juin 2020 susvisé en intégrant dans le registre d'admission le résultat du contrôle visuel et celui de la vérification des documents d'accompagnement (conformément à l'article 9 de l'arrêté ministériel du 12/12/14 relatif aux conditions d'admission des déchets inertes dans les installations relevant des rubriques 2515, 2516, 2517 et dans les installations de stockage de déchets inertes relevant de la rubrique 2760 de la nomenclature des installations classées) ;

Constats :

L'employé de la carrière présent à la bascule le jour de la visite d'inspection du 24/04/2025 indique vérifier le chargement du camion quand il passe à la bascule et vérifier les documents.

NON-CONFORME :

Cependant, l'inspection a pu constater le jour de la visite que l'employé de la carrière ne fait pas systématiquement le contrôle visuel lors du déchargement du camion afin de vérifier l'absence de déchet non autorisé : sur 3 camions apportant des déchets inertes, l'employé de la carrière a assisté à un seul déchargement sur la plateforme.

Par ailleurs, l'exploitant n'a pas intégré dans le registre d'admission le résultat du contrôle visuel et celui de la vérification des documents d'accompagnement conformément à l'alinéa 3 de l'article 1 de l'APMD n°AP-2024-08-DREAL du 2 février 2024.

La vérification des documents d'accompagnement n'est pas assurée.

A noter que l'exploitant n'a pas transmis de registre d'admission des déchets entrants suite à la notification de la mise en demeure : le seul registre transmis à l'inspection est le document intitulé "Registre d'admission de déchets inertes mois de septembre et octobre 2023 - carelma carrière du Risoux", envoyé par courrier électronique le 03/11/2023.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Astreinte

Proposition de délais : 1 mois

N° 2 : apport déchets inertes : procédure d'acceptation préalable

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 09/06/2020, article 29.1.4

Thème(s) : Risques chroniques, déchets

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 26/10/2023
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Mise en demeure, respect de prescription
- date d'échéance qui a été retenue : 12/06/2024

Prescription contrôlée :

Art. 29.1.4 de l'APC du 09/06/2020 :

Avant la livraison ou au moment de celle-ci, ou lors de la première d'une série de livraisons d'un

même type de déchets, l'exploitant demande au producteur des déchets un document préalable indiquant :

- le nom et les coordonnées du producteur des déchets et, le cas échéant, son numéro SIRET ;
- le nom et les coordonnées des éventuels intermédiaires et, le cas échéant, leur numéro SIRET ;
- le nom et les coordonnées du ou des transporteurs et, le cas échéant, leur numéro SIRET ;
- l'origine des déchets (lieu de production initial) ;
- le libellé ainsi que le code à six chiffres des déchets, en référence à la liste des déchets figurant à l'annexe II de l'article R. 541-8 du code de l'environnement ;
- la quantité de déchets concernée en tonnes.

Le cas échéant, sont annexés à ce document les résultats de l'acceptation préalable mentionnée à l'article 3.

Ce document est signé par le producteur des déchets et les différents intermédiaires, le cas échéant.

La durée de validité du document précité est d'un an au maximum.

Un exemplaire original de ce document est conservé par l'exploitant pendant au moins trois ans et est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées. Lorsqu'elles existent, les copies des annexes sont conservées pendant la même période.

Alinéa 2 de l'article 1 de l'APMD n°AP-2024-08-DREAL du 2 février 2024 (notifié le 12/02/2024 par courrier en recommandé avec avis de réception) :

- **dans un délai de 4 mois à compter de la notification du présent arrêté**, les dispositions prévues à l'article 29.1.4 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 9 juin 2020 susvisé en transmettant à l'inspection une copie des documents d'acceptation préalable établis à partir du 1^{er} janvier 2024 ;

Constats :

Rappel du constat suite à l'inspection du 26/10/2023:

NON-CONFORME :

Dans le document d'acceptation préalable (DAP) transmis par courriel du 03/11/2023, les éléments suivants sont manquants ou incorrects :

- le numéro de SIRET du producteur de déchets, [...] ;
- le nom et les coordonnées des éventuels intermédiaires et, le cas échéant, leur numéro SIRET ;
- le nom et coordonnées du ou des transporteurs et leur numéro de SIRET ;
- la quantité de déchets en tonnes et non en volume ;
- le libellé du code déchet 17 01 02 est « briques » et non « briques, tuiles, céramiques » comme indiqué dans le DAP.

Par ailleurs, le fait de scinder la livraison avec deux DAP n'est pas conforme car le DAP entre la plate-forme SECAM de GEX et la carrière CAR EL MA correspond à plusieurs livraisons, de plusieurs producteurs de déchets différents.

Constat suite à la visite du 24/04/2025 :

NON-CONFORMITE persistante :

1/ l'exploitant n'a pas transmis à l'inspection dans un délai de 4 mois à compter de la notification du présent arrêté (soit avant le 12/06/2024) une copie des documents d'acceptation préalable établis à **partir du 1^{er} janvier 2024**.

2/ Le jour de la visite, l'inspection a vérifié les documents d'acceptation préalables disponibles sur le site : les DAP nommées "GEX déchets-DAP n°240401" n'étaient pas disponibles sur le site.

Pour ceux disponibles à la carrière, les documents d'acceptation préalables vérifiés par sondage

sont conformes à l'article 29.1.4 de l'APC du 09/06/2020.

Pour les autres, l'exploitant a transmis par courrier électronique du 30/04/2025 et du 09/05/2025 les DAP suivants :

- un DAP n°240401 valable du 01/04/2024 au 31/12/2024 pour des déchets de béton ;
- un DAP n° 250101 valable du 01/04/2025 au 31/12/2025 correspondant à la prise en charge du béton ;
- un DAP n° 250101-01 valable du 01/04/2025 au 31/12/2025 correspondant à la prise en charge de briques ;
- un DAP n° 250101-02 valable du 01/04/2025 au 31/12/2025 correspondant à la prise en charge de matériaux d'excavation ;

=> pour ces DAP, les éléments requis à l'article 29.1.4 de l'APC du 09/06/2020 sont présents, cependant, comme déjà indiqué lors de la précédente inspection, le nom et les coordonnées du producteur des déchets et, le cas échéant, son numéro SIRET ne sont toujours pas corrects.

En effet, l'exploitant continue d'indiquer la société SECAM à GEX comme producteurs de déchets et lieu de chantier. Or la plateforme SECAM à Gex est une installation déclarée pour une activité de tri transit regroupement de matériaux/déchets inertes (rubrique 2517 de la nomenclature ICPE) et pour une activité de traitement de matériaux/déchets inertes (rubrique 2515 de la nomenclature ICPE) : **ce n'est pas une installation ou un site de production de déchets.**

La traçabilité et l'origine exacte des déchets sont donc manquantes et incorrectes.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Astreinte

Proposition de délais : 1 mois

N° 3 : apport de déchets inertes: accusé d'acceptation

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 09/06/2020, article 29.1.6
Thème(s) : Risques chroniques, déchets
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none">• lors de la visite d'inspection du 26/10/2023• type de suites qui avaient été actées : Avec suites• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Mise en demeure, respect de prescription• date d'échéance qui a été retenue : 12/06/2024
Prescription contrôlée : <p>Art.29.1.6 de l'APC du 09/06/2020 : En cas d'acceptation des déchets, l'exploitant délivre un accusé d'acceptation au producteur des déchets en précisant les informations minimales suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none">• la quantité de déchets admise, exprimée en tonnes ;• la date et l'heure de l'acceptation des déchets. <p>Alinéa 4 de l'article 1 de l'APMD n°AP-2024-08-DREAL du 2 février 2024 (notifié le 12/02/2024 par courrier en recommandé avec avis de réception) :</p> <ul style="list-style-type: none">• dans un délai de 4 mois à compter de la notification du présent arrêté, les dispositions prévues à l'article 29.1.6 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 9 juin 2020 susvisé en transmettant à l'inspection une copie des accusés d'acceptation délivrés sur une période de 1 mois (à partir du 1^{er} janvier 2024) ;
Constats : <p><u>Rappel du constat suite à l'inspection du 26/10/2023 :</u> L'exploitant édite un bordereau de suivi des déchets dans lequel les informations minimales sont précisées (quantité de déchets en kg et non en tonnes, la date et l'heure d'acceptation des déchets).</p> <p>NON-CONFORME : le producteur de déchets indiqué pour les camions n°2 camion EN 496 FQ et n°3 camion EN 690 RG est la plate-forme X à GEX, or les producteurs sur les DAP correspondants sont respectivement la société A et la société B en SUISSE.</p> <p><u>Constat suite à la visite du 24/04/2025 :</u> <u>NON-CONFORMITE persistante :</u> l'exploitant n'a pas transmis à l'inspection une copie des accusés d'acceptation délivrés sur une période de 1 mois (à partir du 1^{er} janvier 2024).</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Astreinte
Proposition de délais : 1 mois

N° 4 : apport de déchets inertes: registre des déchets entrants

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 31/05/2021, article 1er
Thème(s) : Risques chroniques, déchets
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none">• lors de la visite d'inspection du 26/10/2023• type de suites qui avaient été actées : Avec suites• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Mise en demeure, respect de prescription• date d'échéance qui a été retenue : 12/06/2024
Prescription contrôlée : <p>Art. 1er de l'AM du 31/05/2021 :</p> <p>Les exploitants des établissements effectuant un transit, regroupement ou un traitement de déchets, y compris ceux effectuant un tri de déchets et ceux effectuant une sortie du statut de déchets, établissent et tiennent à jour un registre chronologique où sont consignés tous les déchets entrants.</p> <p>Le registre des déchets entrants contient au moins les informations suivantes :</p> <p>a) Concernant la date d'entrée dans l'établissement :</p> <ul style="list-style-type: none">- la date de réception du déchet et, pour les installations soumises à dispositif de contrôle par vidéo au titre de l'article L. 541-30-3 du code de l'environnement, l'heure de la pesée du déchet ; <p>b) Concernant la dénomination, nature et quantité :</p> <ul style="list-style-type: none">- la dénomination usuelle du déchet ;- le code du déchet entrant au regard l'article R. 541-7 du code de l'environnement ;- s'il s'agit de déchets POP au sens de l'article R. 541-8 du code de l'environnement ;- le cas échéant, le code du déchet mentionné aux annexes VIII et IX de la Convention de Bâle susvisée ;- le cas échéant, le numéro du ou des bordereaux de suivi de déchets mentionnés aux articles R. 541-45 du code de l'environnement et R. 1335-4 du code de la santé publique ;- la quantité de déchet entrant exprimée en tonne ou en m3 ; <p>c) Concernant l'origine, la gestion et le transport du déchet :</p> <ul style="list-style-type: none">- la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse du producteur initial du déchet, ou, lorsque les déchets apportés proviennent de plusieurs producteurs, le ou les codes INSEE de la commune de collecte des déchets ;- la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse de l'établissement expéditeur des déchets ;- l'adresse de prise en charge lorsqu'elle se distingue de l'adresse de l'établissement expéditeur des déchets ;- la raison sociale et le numéro SIREN de l'éco-organisme si le déchet est pris en charge par un éco-organisme mis en place dans le cadre d'une filière à responsabilité élargie du producteur définie à l'article L. 541-10-1 du code de l'environnement ;- la raison sociale et le numéro SIRET du courtier ou du négociant, ainsi que leur numéro de récépissé mentionné à l'article R. 541-56 du code de l'environnement, si le déchet est géré par un courtier ou un négociant ;- la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse du ou des transporteurs, ainsi que leur numéro de récépissé mentionné à l'article R. 541-53 du code de l'environnement ; <p>d) Concernant l'opération de traitement effectuée par l'établissement :</p> <ul style="list-style-type: none">- le code du traitement qui va être opéré dans l'établissement selon les annexes I et II de la directive 2008/98/CE relative aux déchets ;- le cas échéant, le numéro du document prévu à l'annexe VII du règlement (CE) 1013/2006 susvisé

ou le numéro de notification et numéro de saisie du document prévue à l'annexe I-B du règlement (CE) 1013/2006 susvisé ;

- le cas échéant, le code de traitement mentionné à l'annexe IV de la Convention de Bâle susvisée.

Alinéa 1 de l'article 1 de l'APMD n°AP-2024-08-DREAL du 2 février 2024 (notifié le 12/02/2024 par courrier en recommandé avec avis de réception) :

- **dans un délai de 4 mois à compter de la notification du présent arrêté**, les dispositions prévues à l'article 1^{er} de l'arrêté ministériel du 31 mai 2021 en transmettant le registre d'admission des déchets inertes complété des éléments manquants ;

Constats :

Rappel du constat suite à l'inspection du 26/10/2023 :

L'exploitant a transmis par courrier électronique du 03/11/2023, une extraction du registre d'admission des déchets inertes pour la carrière CAR EL MA pour les mois de septembre et octobre 2023.

NON-CONFORME :

le registre ne comprend pas les éléments suivants :

- la dénomination usuelle du déchet ;
- le code du déchet entrant au regard l'article R. 541-7 du code de l'environnement ;
- le cas échéant, le code du déchet mentionné aux annexes VIII et IX de la Convention de Bâle susvisée.
- c) Concernant l'origine, la gestion et le transport du déchet :
 - la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse du producteur initial du déchet, ou, lorsque les déchets apportés proviennent de plusieurs producteurs, le ou les codes INSEE de la commune de collecte des déchets ;
 - la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse de l'établissement expéditeur des déchets ;
 - l'adresse de prise en charge lorsqu'elle se distingue de l'adresse de l'établissement expéditeur des déchets ;
 - la raison sociale et le numéro SIREN de l'éco-organisme si le déchet est pris en charge par un éco-organisme mis en place dans le cadre d'une filière à responsabilité élargie du producteur définie à l'article L. 541-10-1 du code de l'environnement ;
 - la raison sociale et le numéro SIRET du courtier ou du négociant, ainsi que leur numéro de récépissé mentionné à l'article R. 541-56 du code de l'environnement, si le déchet est géré par un courtier ou un négociant ;
 - la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse du ou des transporteurs, ainsi que leur numéro de récépissé mentionné à l'article R. 541-53 du code de l'environnement ;
- d) Concernant l'opération de traitement effectuée par l'établissement :
 - le code du traitement qui va être opéré dans l'établissement selon les annexes I et II de la directive 2008/98/CE relative aux déchets ;
 - le cas échéant, le numéro du document prévu à l'annexe VII du règlement (CE) 1013/2006 susvisé ou le numéro de notification et numéro de saisie du document prévue à l'annexe I-B du règlement (CE) 1013/2006 susvisé ;
 - le cas échéant, le code de traitement mentionné à l'annexe IV de la Convention de Bâle susvisée.

Constat suite à la visite du 24/04/2025 :

NON-CONFORMITE persistante :

L'exploitant n'a pas transmis dans un délai de 4 mois à compter de la notification du présent arrêté (soit avant le 12/06/2024), le registre d'admission des déchets inertes complété des

éléments manquants.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Astreinte
Proposition de délais : 1 mois

N° 5 : apport de déchets inertes: TTD

Référence réglementaire : Règlement européen du 14/06/2006, article 3
Thème(s) : Risques chroniques, transfert transfrontalier de déchets
<p>Point de contrôle déjà contrôlé :</p> <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 26/10/2023 • type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : • date d'échéance qui a été retenue :
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Article 3 du règlement du 14 juin 2006 Cadre de procédure général</p> <p>1. Sont soumis à la procédure de notification et de consentement écrits préalables, conformément aux dispositions du présent titre, les transferts ayant pour objet les déchets suivants :</p> <p>s'il s'agit de déchets destinés à être éliminés : tous les déchets ; s'il s'agit de déchets destinés à être valorisés :</p> <p>les déchets figurant à l'annexe IV, laquelle comprend notamment les déchets énumérés aux annexes II et VIII de la convention de Bâle ; les déchets figurant à l'annexe IV A ; les déchets pour lesquels il n'existe pas de rubrique propre dans les annexes III, III B, IV ou IV A ; les mélanges de déchets pour lesquels il n'existe pas de rubrique propre dans les annexes III, III B, IV ou IV A, sauf s'ils figurent à l'annexe III A.</p> <p>Article L541-40 du code de l'environnement</p> <p>I.-L'importation, l'exportation et le transit de déchets sont soumis aux dispositions du règlement (CE) n° 1013/2006 du Parlement européen et du Conseil du 14 juin 2006 concernant les transferts de déchets.</p> <p>II.-En cas d'exportation de déchets soumise à notification, le notifiant est établi en France. Il en va de même pour la personne, visée au 1 de l'article 18 du règlement mentionné ci-dessus, qui organise un transfert de déchets dispensé de notification en application du 2 et du 4 de l'article 3 du même règlement.</p> <p>La notification couvre le transfert des déchets depuis un lieu d'expédition unique.</p> <p>Le notifiant est défini à l'article 2.15 du règlement mentionné ci-dessus.</p>

Le présent article et l'article L. 541-42-2 peuvent être adaptés par la prise d'un accord bilatéral entre les Gouvernements des Etats d'expédition et de destination des déchets, dans les limites prévues par le règlement (CE) n° 1013/2006 du Parlement européen et du Conseil, du 14 juin 2006, concernant les transferts de déchets.

Constats :

Rappel du constat suite à la visite du 26/10/2023:

Lors de la visite du 26/10/2023, l'inspection constate les faits suivants sur les déchargements des deux camions immatriculés EN 496 FQ et EN 690 RG: (voir photos en annexe)

- des mélanges terres et cailloux, déchets hors liste soumis à notification ;
- du béton également identifié est codifié B2040 qui peut être transféré sous procédure d'information si le camion ne transporte que des déchets identifiés sous le code B2040 ;
- des tuiles et céramiques également identifiées sont codifiées B2030 qui peuvent être transférés sous procédure d'information si le camion ne transporte que des déchets identifiés sous le code B2030.

Ainsi, les deux transferts concernaient un mélange de déchets (hors liste, B2040 et B2030), dont le mélange est considéré comme hors liste, car il n'existe pas de rubrique propre dans les annexes III, III.A III.B, IV ou IV.A du règlement 1013/2006 du 14/06/2006 sur les transferts transfrontaliers de déchets .

NON-CONFORME : la procédure de notification et consentement écrit préalable aurait dû être appliquée pour ces deux transferts de déchets, or, l'exploitant n'a présenté aucun document de notification pour ces deux transferts et aucune procédure de notification n'est enregistrée dans l'application GISTRID (Gestion par Internet du Suivi des Transferts Internationaux de Déchets).

Constat suite à la visite du 24/04/2025 :

Le jour de la visite, l'inspection a assisté au déchargement d'un camion pour lequel le bordereau de suivi indique les informations suivantes :

- 1. Producteur : nom, nom du chantier (*GEX déchets - DAP n°240401*), adresse du chantier ;
- 2. Entreprise prestataire des travaux : nom, adresse numéro de SIRET, nom et signature de l'entreprise (*non renseignés*) ;
- 3. Transporteur : nom transporteur, immatriculation du véhicule, nom et signature du chauffeur ;
- 4. Identification des entrants : *déchet recyclable de brique*, code déchet : *17 01 03* ;
- 5. Un dernier pavé intitulé "5. CARELMA " : avec les quantités reçues (poids brut, tare, numéro de casier de destination), la date, le cachet/nom/signature (*non renseignés*).

Les produits déchargés sur le site de la carrière et constatés par l'inspection étaient en réalité un mélange de déchets de bâtiments comprenant, outre des déchets de briques, des déchets de béton, céramique, granit.... (photos jointes en annexe). Il s'agit donc de déchets inertes en mélange.

Lors de la visite le DAP n'était pas disponible sur site : par courrier électronique du 25/04/2025, l'inspection a demandé à l'exploitant de transmettre :

« la (ou les procédures) DAP nommée(s) "GEX déchets - DAP n° 240401" pour lesquelles le producteur de déchets identifié est "SECAM" à GEX.

Pour rappel et comme déjà évoqué à plusieurs reprises, SECAM n'est pas un producteur de déchets car votre plateforme n'est pas un lieu de "production de déchets" ni un lieu de chantier. Je vous rappelle que vous devez fournir l'entière traçabilité des déchets et donc l'origine exacte de ceux-ci. - par conséquent, si les origines des différents déchets ne sont pas précisés sur votre (vos) DAP "GEX

déchets - DAP n° 240401" => indiquer le nom et l'adresse des chantiers ou lieu de production des déchets. »

Par courrier électronique du 30/04/2025, l'exploitant a transmis le DAP en question valable du 01/04/2024 au 31/12/2024, ainsi qu'un tableau récapitulatif mentionnant les origines des matériaux concernés sur la période du 01-01-2024 au 13-12-2024. Par ailleurs, il indique notamment :

« Nous sommes bien conscients que la plateforme de Gex n'est pas un lieu de production de déchets au sens strict, mais bien un site de transit, de regroupement et de préparation de matériaux à recycler, comme cela figure dans son autorisation ICPE. »

« Concernant la DAP mentionnée, la désignation de SECAM comme "producteur" n'a pas vocation à masquer l'origine réelle des déchets, mais répondait à une logique factuelle. Les matériaux concernés proviennent bien de partenaires identifiés, Français et Suisse, et nous tenons un registre de traçabilité des flux entrants (par site, par origine, par date) que nous sommes tout à fait disposés à vous transmettre pour vérification, comme cela a déjà pu être fait plusieurs fois par le passé auprès de différents services. »

Le DAP "GEX déchets - DAP n° 240401" étant valable du 01/04/2024 au 31/12/2024, le déchargement de « *déchet recyclable de brique* » du 24/04/2025 ne peut correspondre à ce DAP, d'autant que celui-ci était valable pour des déchets de béton (code 17 01 01).

Par courrier électronique du 05/05/2025, l'inspection a donc demandé à l'exploitant de transmettre « les DAP correspondantes des déchets à tous ces apports de déchets y compris pour les déchets recyclables de béton sur la période 01/04/2025 à 24/04/2025, ainsi que leurs origines (nom et adresse chantiers) ».

Par courrier électronique du 09/05/2025, l'exploitant a transmis 3 DAP valables du 01/04/2025 au 31/12/2025 pour respectivement des déchets de béton, de briques et de matériaux d'excavation, ainsi que la liste des matériaux entrants correspondant à ces DAP avec le détail de leur provenance.

Sur cette liste fournie sous format de tableur, il n'est pas possible de vérifier la traçabilité exacte des déchets étant donné que le numéro de bordereau de suivi des déchets inertes ne correspond à aucun "N°BL" répertorié dans le tableur.

Cependant, dans la liste, **tous les déchets recyclables de briques** répertoriés proviennent de chantiers situés en **Suisse** : par conséquent, les déchets inertes en mélange déchargés et constatés le 24/04/2025 proviennent de Suisse.

Ainsi, ce transfert concernant un mélange de déchets (brique, béton, céramique,...), ce type de déchet est considéré comme hors liste, car il n'existe pas de rubrique propre dans les annexes III, III.A III.B, IV ou IV.A du règlement 1013/2006 du 14/06/2006 sur les transferts transfrontaliers de déchets.

NON-CONFORMITE persistante : la procédure de notification et consentement écrit préalable aurait dû être appliquée pour ce transfert de déchets, or, l'exploitant n'a présenté aucun document de notification pour ce transfert.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 1 mois

N° 6 : apport déchets inertes: plan topographique

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 09/06/2020, article 29.2.4

Thème(s) : Risques chroniques, déchets

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 26/10/2023
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Mise en demeure, respect de prescription
- date d'échéance qui a été retenue : 12/06/2024

Prescription contrôlée :

Art. 29.2.4 de l'APC du 09/06/2020 :

L'exploitant tient à jour un plan topographique permettant de localiser les zones de remblais correspondant aux données figurant sur le registre visé à l'article 29.1.7 et de calculer le volume de déchets inertes accueillis.

Alinéa 5 de l'article 1 de l'APMD n°AP-2024-08-DREAL du 2 février 2024 (notifié le 12/02/2024 par courrier en recommandé avec avis de réception) :

- **dans un délai de 4 mois à compter de la notification du présent arrêté**, les dispositions prévues à l'article 29.2.4 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 9 juin 2020 susvisé en transmettant un plan topographique mis à jour, permettant de localiser les zones de remblais correspondant aux données figurant sur le registre visé à l'article 29.1.7 et de calculer le volume de déchets inertes accueillis ;

Constats :

Rappel du constat suite à la visite du 26/10/2023 :

NON-CONFORME :

le plan transmis par courriel du 03/11/2023 est intitulé « état des lieux 16.12.2015 » et ne permet pas de localiser les zones de remblais correspondant aux données figurant sur le registre visé à l'article 29.1.7 et de calculer le volume de déchets inertes accueillis.

Constat suite à la visite du 24/04/2025 :

NON-CONFORMITE persistante :

l'exploitant n'a pas transmis dans un délai de 4 mois à compter de la notification du présent arrêté (soit avant le 12/06/2024) un plan topographique mis à jour, permettant de localiser les zones de remblais correspondant aux données figurant sur le registre visé à l'article 29.1.7 et de calculer le volume de déchets inertes accueillis.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Astreinte

Proposition de délais : 1 mois

N° 7 : Stockage refus de tri lieu déchargement DI

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 09/06/2020, article 28bis.2.4

Thème(s) : Risques chroniques, déchets

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 26/10/2023
- type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) :
- date d'échéance qui a été retenue :

<p>Prescription contrôlée :</p> <p>28bis.2.4. - Conception et exploitation des installations internes de transit des déchets</p> <p>Les déchets et résidus produits, entreposés dans l'établissement, avant leur traitement ou leur élimination, doivent l'être dans des conditions ne présentant pas de risques de pollution (prévention d'un lessivage par des eaux météoriques, d'une pollution des eaux superficielles et souterraines, des envols et des odeurs) pour les populations avoisinantes et l'environnement.</p>
<p>Constats :</p> <p>Lors de la visite du 24/04/2025, l'inspection constate à côté de la zone de déchargement des déchets inertes, que des déchets divers (plastiques, métaux, PVC, bois, etc..) sont stockés dans une benne destinée au stockage et à l'évacuation des déchets non-inertes.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 8 : registre déchets sortants

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 31/05/2021, article 2</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, déchets</p>
<p>Point de contrôle déjà contrôlé :</p> <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 26/10/2023 • type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : • date d'échéance qui a été retenue :
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les exploitants des établissements produisant ou expédiant des déchets tiennent à jour un registre chronologique où sont consignés tous les déchets sortants.</p> <p>Le registre des déchets sortants contient au moins les informations suivantes :</p> <p>a) Concernant la date de sortie de l'installation :</p> <ul style="list-style-type: none"> - la date de l'expédition du déchet ; <p>b) Concernant la dénomination, nature et quantité :</p> <ul style="list-style-type: none"> - la dénomination usuelle du déchet ; - le code du déchet sortant au regard de l'article R. 541-7 du code de l'environnement ; - s'il s'agit, de déchets POP au sens de l'article R. 541-8 du code de l'environnement ; - le cas échéant, le code du déchet mentionné aux annexes VIII et IX de la Convention de Bâle susvisée ; - le cas échéant, le numéro du ou des bordereaux de suivi de déchets mentionnés aux articles R. 541-45 du code de l'environnement et R. 1335-4 du code de la santé publique ; - la quantité de déchet sortant en tonne ou en m³ ; <p>c) Concernant l'origine du déchet :</p> <ul style="list-style-type: none"> - l'adresse de l'établissement ; - l'adresse de prise en charge lorsque celle-ci se distingue de l'adresse de l'établissement ; - la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse du producteur initial du déchet, ou, lorsque les déchets apportés proviennent de plusieurs producteurs, le ou les codes INSEE de la commune de

collecte des déchets ;

d) Concernant la gestion et le transport du déchet :

- la raison sociale et le numéro de SIREN de l'éco-organisme si le déchet est pris en charge par un éco-organisme mis en place dans le cadre d'une filière à responsabilité élargie du producteur définie à l'article L. 541-10-1 du code de l'environnement ;

- la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse du ou des transporteurs qui prennent en charge le déchet, ainsi que leur numéro de récépissé mentionné à l'article R. 541-53 du code de l'environnement ;

- la raison sociale et le numéro SIRET du courtier ou du négociant ainsi que leur numéro de récépissé mentionné à l'article R. 541-56 du code de l'environnement, si le déchet est géré par un courtier ou un négociant ;

e) Concernant la destination du déchet :

- la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse de l'établissement vers lequel le déchet est expédié ;

- le code du traitement qui va être opéré dans l'installation vers laquelle le déchet est expédié, selon les annexes I et II de la directive 2008/98/CE relative aux déchets ;

- la qualification du traitement final vis-à-vis de la hiérarchie des modes de traitement définie à l'article L. 541-1 du code de l'environnement ;

- le cas échéant, le numéro du document prévu à l'annexe VII du règlement (CE) 1013/2006 susvisé ou le numéro de notification et numéro de saisie du document prévue à l'annexe I-B du règlement (CE) 1013/2006 susvisé ;

- le cas échéant, le code de traitement mentionné à l'annexe IV de la Convention de Bâle susvisée.

Constats :

Rappel du constat suite à la visite du 26/10/2023 :

L'exploitant a transmis le registre des déchets sortants sur l'année 2023, par courriel du 03/11/2023.

NON-CONFORME :

Le registre des déchets sortants ne contient pas les éléments suivants :

Concernant la dénomination, nature et quantité :

- la dénomination usuelle du déchet ;

- le code du déchet sortant au regard de l'article R. 541-7 du code de l'environnement ;

Concernant l'origine du déchet :

- l'adresse de l'établissement ;

- la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse du producteur initial du déchet, ou, lorsque les déchets apportés proviennent de plusieurs producteurs, le ou les codes INSEE de la commune de collecte des déchets ;

d) Concernant la gestion et le transport du déchet :

- la raison sociale et le numéro de SIREN de l'éco-organisme si le déchet est pris en charge par un éco-organisme mis en place dans le cadre d'une filière à responsabilité élargie du producteur définie à l'article L. 541-10-1 du code de l'environnement ;

- la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse du ou des transporteurs qui prennent en charge le déchet, ainsi que leur numéro de récépissé mentionné à l'article R. 541-53 du code de l'environnement ;

e) Concernant la destination du déchet :

- la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse de l'établissement vers lequel le déchet est expédié ;

- le code du traitement qui va être opéré dans l'installation vers laquelle le déchet est expédié, selon les annexes I et II de la directive 2008/98/CE relative aux déchets ;

- la qualification du traitement final vis-à-vis de la hiérarchie des modes de traitement définie à

l'article L. 541-1 du code de l'environnement.

Constat suite à la visite du 24/04/2025 :

NON-CONFORMITE persistante :

l'exploitant n'a pas transmis de registre des déchets sortants mis à jour et complété des éléments manquants.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective

Proposition de délais : 1 mois

N° 9 : apport déchets inertes: procédure déchargement

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 19/05/2014, article 1

Thème(s) : Risques chroniques, déchets

Prescription contrôlée :

Art. 1 de l'arrêté préfectoral du 19/05/2024 :

L'exploitation doit être conduite et les installations disposées et aménagées conformément aux plans et données techniques contenus dans le dossier de demande, en tout ce qu'ils ne sont pas contraires au présent arrêté.

extrait du Dossier n°2010/269 - carrière des Rousses(39) - dossier de demande (référence: 10-269 FEV2013) , pages 24-25)

" Mode opératoire de l'accueil des matériaux inertes

[...]

- les matériaux seront préalablement réceptionnés et déchargés en cordon sur une aire de contrôle afin d'en vérifier le contenu visuellement et olfactivement. [...] En aucun cas, les matériaux entrants sur le site ne pourront être bennés directement depuis le camion sur le talus de remblaiement."

Constats :

NON-CONFORME :

le jour de la visite, un camion chargé de déchets identifiés "terres et cailloux" (code déchet : 17 05 04) sur le bordereau associé a effectué son déchargement sur la zone de stockage/remblaiement sans la présence d'un employé de la carrière, sans effectuer de cordon et sans vérification du contenu.

Les matériaux entrants ont été bennés directement depuis le camion sur le talus de remblaiement, en bord (cf. photos en annexe).

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 1 mois

ANNEXE PHOTOS

Déchargement du camion du 24/04/2025 :



Déchargement camion chargé de déchets identifiés "terres et cailloux" (code déchet : 17 05 04) :

